

L'Humanité *rouge*



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
13 avril 1976
No 469
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Albanie

**Réduction
des hauts salaires
et des différences
entre villes et
campagne**

A l'issue de sessions de travail consacrées à ces questions le Comité central du Parti du travail d'Albanie et le Conseil de ministres viennent d'adopter une série d'importantes décisions visant à réduire les différences de revenus et de mode de vie entre la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, entre les différentes catégories au sein de chacune de ces classes, entre l'intelligentsia populaire et la masse du peuple, entre les travailleurs des villes et ceux des campagnes. Le PTA n'a en effet cessé de veiller à ce qu'un rapport aussi juste que possible s'établisse entre les traitements des cadres et les revenus des ouvriers et paysans coopérateurs, à ne pas permettre de différences sensibles de revenus ; car ce sont ces différences qui donnent lieu à l'apparition d'éléments néo-bourgeois et de couches privilégiées qui menacent directement la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme. Dans le même temps, le PTA n'a pas cessé de combattre l'égalitarisme petit-bourgeois en matière de rémunération, conception elle aussi étrangère et nuisible au socialisme.

Conformément à cette ligne révolutionnaire, marxiste-léniniste, le système des salaires des ouvriers et employés et de rémunération des paysans coopérateurs a été édifié et progressivement perfectionné sur la base de la loi socialiste de la rémunération selon le travail accompli. Il en va tout autrement dans les pays capitalistes et révisionnistes où la rémunération du travail repose sur l'enrichissement de la minorité qui opprime et exploite la majorité.

Parmi les décisions adoptées on relève :

— un abaissement des hauts salaires des cadres dirigeants de l'intelligentsia et des forces armées atteignant ou dépassant 900 leks par mois, sans toucher aux bas et aux moyens salaires (baisse de 4 à 25 % sur le salaire actuel).

(Suite page 2)

ouvriers, paysans, étudiants

TOUS UNIS A L'ACTION !

Le développement des luttes populaires fait trembler les capitalistes. Cette minorité de parasites qui considère le peuple comme un troupeau d'esclaves est prête à tout pour sauvegarder ses intérêts. Pour elle il faudrait que les esclaves subissent sans réagir cette violence quotidienne que sont les licenciements,

le blocage des salaires, les accidents du travail.

Et si les esclaves redressent la tête et se révoltent contre leurs exploiters, la violence réactionnaire se déchaîne. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle : les patrons et l'État à leur service trainent devant leurs tribunaux des

militants syndicaux, font matraquer ou tirer sur les manifestations, expulsent des travailleurs étrangers, fabriquent de nouvelles lois scélérates légalisant le recours au fascisme et destinées à faciliter l'emprisonnement de travailleurs révolutionnaires comme le montrent les arrestations de Lorient.

(Suite page 5)

Dans tous les IUT et facultés, la colère gronde

«Grève générale à l'université»



Vendredi devant Jussieu, 5 000 étudiants s'apprentent à manifester pour l'abrogation de la réforme Soisson, contre la bourgeoisie et ses forces de répression (photo HR).

Après l'interdiction par la force de la manifestation de jeudi à la gare de l'Est à Paris, après la répression brutale des CRS et des brigades spéciales d'intervention qui, armés de matraques en bois, avaient poursuivi et «tabassé» les étudiants après l'occupation du rectorat dans la soirée de jeudi, la colère était grande chez les étudiants parisiens. Elle allait grandir encore au fur et à mesure que parvenaient des nouvelles de Rennes et de Clermont-Ferrand où les étudiants avaient eu à affronter durement la violence réactionnaire des flics.

Les étudiants salariés de la faculté de Vincennes, dont environ 150 avaient été interpellés à la gare de l'Est, tenaient à 19 h 30 une assemblée générale. 1200 personnes y avaient participé. On les retrou-

vait à 21 heures à la place d'Italie pour faire une manifestation de soutien aux étudiants emprisonnés. Très combattifs, les étudiants scandant «Libérez nos camarades !» se dirigeaient vers les Gobelins. Huit camions de CRS les y attendaient. Les étudiants devaient alors se disperser.

Vendredi à 16 heures une nouvelle manifestation partait de la faculté de Jussieu. Elle devait aller jusqu'au carrefour de la rue du Bac. Plus de 5 000 étudiants scandaient notamment avec force «Grève générale de l'université !» et des mots d'ordre pour l'unité de combat de la classe ouvrière et des étudiants.

Tout au long du week-end on apprenait que partout en province, le mouvement étudiant gagnait en largeur et en profondeur.

(Lire nos informations en p. 5)

Pourchassés par les étudiants...
Les révisionnistes
se réfugient chez les flics...



Les responsables révisionnistes de l'UNEF sont chassés par les étudiants (un membre du service d'ordre de dos)...



Ayant échoué dans leur tentative pour briser la manifestation ils détalent vers les flics...



... Ouf, protégés ! (photos HR)

18 h, à l'angle de la rue du Bac

GRAND MEETING DE SOUTIEN A LA JEUNESSE PALESTINIENNE

Vendredi 16 avril à 20h30

salle de la Mutualité

24, rue St-Victor Paris-5e
(métro Maubert-Mutualité)

A l'appel de
LA JEUNESSE COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE
avec la participation d'une délégation
DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA GUPS
(Union générale des étudiants palestiniens)
et le soutien de «L'HUMANITÉ-ROUGE»

Albanie

Réduction des hauts salaires et des différences entre villes et campagnes

(Suite de la p. 1)

Pour répondre aux initiatives révolutionnaires des travailleurs de la littérature, des arts, de l'enseignement, des sciences, en donnant la primauté aux stimulants moraux, leurs salaires seront réduits de 14 à 22 %, les primes pour titres et grades universitaires jusqu'à 50 % et certaines gratifications injustifiables seront supprimées.

— Les salaires des travailleurs des fermes d'État seront augmentés tout en tenant compte de l'accomplissement des plans de production.

— Pour que chacun travaille et vive là où l'exigent les intérêts de la patrie, les salaires des spécialistes d'une même branche de l'économie seront unifiés, indépendamment du district ou de l'entreprise où ils travaillent, qu'ils soient placés à la production ou dans l'administration.

Pour que la classe ouvrière puisse non seulement produire des biens matériels toujours plus abondants et de meilleure qualité, mais

surtout jouer plus activement, sous la conduite du parti, son rôle de direction de toute la vie du pays, des mesures encourageant sa qualification sont adoptées.

Dans le but de réduire encore plus les différences entre la campagne et la ville, l'État prend désormais à sa charge, à la campagne également, les dépenses des dispensaires, des maternités, des crèches et jardins d'enfants, des maisons de la culture, les dépenses d'entretien du réseau électrique des villages.

Le taux des retraites des paysans coopérateurs sera élevé et unifié avec celui des travailleurs des villes, de même que les allocations de congé maternité.

L'État financera de nouveaux ouvrages hydrauliques dans les régions de collines et de montagnes, et le défrichement de terres nouvelles. Le prix des engrais azotés destinés aux coopératives agricoles de montagnes sera réduit de 9 à 15 %. Ces coopératives seront égale-

ment exemptées du taux d'intérêt pour leurs emprunts passés ou à venir. Celui-ci sera également réduit pour les autres coopératives.

Ces mesures révolutionnaires répondent concrètement à l'aspiration des masses albanaises pleinement mobilisées dans l'édification du socialisme et l'approfondissement de la révolution. Elles sont une nouvelle application de la si belle formule du camarade Enver Hoxha : « Le peuple fait ce que le parti dit. Le parti dit ce que le peuple veut. »

Mascarade électorale à Mayotte

Le gouvernement de la bourgeoisie impérialiste française maintient ses pratiques néo-colonialistes à Mayotte, s'efforçant de diviser le peuple de l'archipel des Comores qui a récemment imposé son indépendance.

Malgré les pressants appels de l'OUA et les décisions des assemblées de

l'ONU sur la décolonisation, il organisait dimanche une nouvelle mascarade électorale à Mayotte, censée prouver « l'attachement » du peuple de Mayotte à ses oppresseurs.

Mais le peuple des Comores est un. Mayotte appartient à l'archipel indépendant et les autorités françaises doivent s'en retirer immédiatement et totalement.

divisée. De son côté, le secrétaire du PCI, Berlinguer, a réaffirmé ses exigences, en déclarant que « la seule solution durable des difficultés italiennes implique la participation communiste à la gestion du pouvoir ».

Personne pourtant actuellement ne semble vouloir prendre la responsabilité directe de ces élections à un moment où la crise économique, avec la chute de la lire et la montée du chômage, se fait de jour en jour plus catastrophique.

Au marché des changes, la lire a atteint son niveau le plus bas depuis l'effondrement du mois dernier (moins 21 % par rapport au dollar). Des mouvements de panique secouent la bourse à Milan. Devant la colère des masses populaires les confédérations syndicales réformistes et

révisionnistes se voient contraintes d'adopter une position d'apparence plus « dure ».

La presse bourgeoise enfin rend compte sur un ton très alarmé des incidents récents de Rome qui ont coûté la vie à deux manifestants tués par la police, parlant de « début de guérilla urbaine ».

Si l'URSS se tait officiellement, sûre de l'ascension des forces politiques, principalement du PCI, favorable à ses ambitions, par contre Ford lui-même vient de réaffirmer que les USA « s'opposeraient vigoureusement » à la formation d'un gouvernement communiste, ou à participation communiste, dans un pays membre de l'OTAN, qui « saperait et minerait les buts et les objectifs de l'OTAN ». L'Italie est redevenue ces jours-ci le point chaud de l'Europe.

REPORTAGE A BILBAO

ECHOS DE L'ESPAGNE EN LUTTE

Alors que la grève est interdite et considérée comme une subversion en Espagne, ces dernières années les luttes ouvrières se développent.

Cet essor touche particulièrement le pays basque (Euskadi) avec dernièrement la grève générale du 8 mars 1976 suite aux événements de Vitoria. Dans la région de Bilbao, ces derniers mois, et en dehors de la grève générale,

Le chantier naval d'Euskalduna emploie environ 5 000 ouvriers, dont 4 000 employés par les chantiers eux-mêmes et qui bénéficie d'une relative sécurité d'emploi, et 1 000 « contractuels » employés par plusieurs petites sociétés sous-traitantes.

DÉJÀ 60 JOURS DE LUTTE

Un mois et demi avant les négociations-bidon prévues par le syndicat fasciste, le 4 février 1976, les contractuels d'une des entreprises se mettent en grève et entraînent avec eux tous les contractuels des chantiers.

Pour la première fois les contractuels s'unissent sur une plate-forme commune :

a) 6 000 pesetas pour tous (ce qui représente environ 1/3 du salaire d'un manoeuvre de la métallurgie à Bilbao).

b) La semaine de 40 h, la suppression des heures supplémentaires, seul moyen pour beaucoup d'ouvriers en Espagne de survivre aujourd'hui (ils font aujourd'hui 44 h).

c) Titularisation des contractuels : cela supprime la

division actuelle et assure la sécurité d'emploi pour tous.

d) Paiement intégral du salaire en cas de maladie.

Avec l'appui des ouvriers des Astilleros, le 4 février, les contractuels investissent en masse les bureaux de la direction qui refuse de discuter. Ils occupent aussitôt les ateliers ; 15 minutes plus tard, la police armée, en tenue de combat, les oblige à évacuer les lieux. Sur le champ, le patron impose aux grévistes un « castigo » de dix jours, c'est-à-dire le châtiement ! une mise à pied sans salaire. Le mot lui-même montre bien le mépris du patron pour les ouvriers que l'on « punit » !

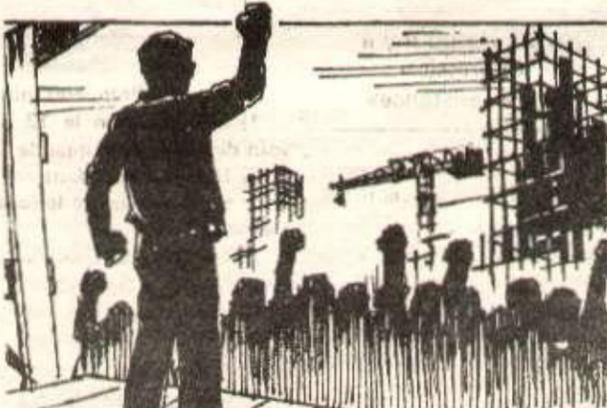
Le 16 février, les travailleurs décident de continuer la grève : 2e « castigo » jusqu'au 16 mars.

Le 16 mars, les grévistes ne se laissent pas intimider : 3e « castigo » jusqu'au 11 mai.

Le 31 mars, jour même de notre rencontre, les 4 000 ouvriers des Astilleros se mettent en grève à leur tour et se voient infliger un « castigo » de 3 jours. Cette unité à la base et la combativité des travailleurs se sont forgées dans les luttes des

années passées. Depuis 1959, date de la grande grève générale de Barcelone, les travailleurs des chantiers navals de Bilbao se sont battus chaque année par 2 ou 3 jours de grève d'abord, d'un mois l'an passé, déjà 2 mois cette année sur des revendications propres à l'entreprise.

Par ailleurs, chaque fois que la classe ouvrière et les



peuples d'Espagne se sont battus contre le fascisme, les gars des chantiers ont été à l'offensive, par des grèves et des manifestations, notamment lors du procès de Burgos en 1970, des assassinats de militants du FRAP et de l'ETA en octobre 1975, et lors de la grève générale du 8 mars 1976 suite à la répression de Vitoria.

rale, plus de 25 entreprises ont connu des mouvements revendicatifs souvent victorieux.

Aujourd'hui, la lutte continue aux « Astilleros espagnols » (chantiers navals de Bilbao). C'est un exemple parmi des centaines d'autres.

Des lecteurs, de passage en Espagne, ont réalisé cette enquête avec des ouvriers grévistes.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

Ce qui nous a frappé c'est que toutes les décisions sont prises à main levée par l'assemblée générale de tous les grévistes. L'AG se réunit chaque matin pour décider de la conduite de la grève. Une commission élue

de 18 membres présente un ordre du jour qui est réellement discuté. Pour chaque question importante (collectes, caisse de résistance, popularisation) une commission est élue. Un gréviste nous précise : « Si un camarade ne nous a pas bien défendus dans une entrevue avec le chef du personnel, les autres membres

de la délégation proposent de le remplacer, et c'est l'AG qui décide ».

Ce qui nous a aussi frappé, c'est la popularisation et le soutien large de la lutte. L'organisation de collectes publiques dans la rue, sur les marchés, aux sorties de matches de foot est un aspect nouveau et important. Par exemple le 31 mars, ils ont collecté 100 000 pesetas (plus de 7 000 F). A 4 reprises des grévistes qui collectaient en ville ont été arrêtés et détenus par la police. Aussitôt, les grévistes se sont rendus en manifestation chez le gouverneur civil et ont obtenu leur libération, mais la police a gardé l'argent. Une 2e manifestation les a obligés à rendre le montant de la collecte. Ils ont à faire face quotidiennement à la répression franquiste de la monarchie fasciste (arrestations, 3 licenciements pour faits de grève, les plus combatifs fichés). Mais il ne faut pas perdre de vue que la répression est en général plus violente : 5 morts à Vitoria le 2 mars à 80 km de Bilbao, dans la banlieue un jeune ouvrier de 18 ans tué le 8 mars, un à Tarragone, un des 31 évadés de la prison de Segovie le 5 avril et d'autres encore.

La caisse de résistance est alimentée par le soutien populaire. La solidarité des ouvriers des « Astilleros » s'est manifestée entre autres par un soutien financier important. L'argent est réparti entre les grévistes en fonction de leurs besoins.

POUR LE PAIN, LA JUSTICE, LA LIBERTÉ

Selon les travailleurs, l'acquis principal est l'unité autour de l'AG des ouvriers même si des organisations syndicales et politiques clandestines existent dans l'entreprise.

Depuis longtemps les ouvriers des Astilleros ont rejeté le pseudo-syndicat vertical fasciste et luttent pour un syndicat de classe.

Ils ne se font aucune illusion sur la soi-disant « libéralisation » à la Juan Carlos.

Aujourd'hui, cette grève n'est pas isolée, partout en Espagne les luttes économiques et politiques pour « le pain, la justice, la liberté » se développent rapidement.

Seule la lutte des masses balayera les continuateurs de Franco et tous ceux qui sont prêts à négocier avec eux.

nouvelles intérieures

Câbles de Lyon Clichy «A»

A l'offensive contre la répression

10 mois après l'affrontement de classe que fut la grève de 7 semaines menée en juin-juillet 75 par les travailleurs de Câbles de Lyon de Clichy, la CGE voudrait régler leurs comptes aux grévistes.

En particulier elle voudrait éliminer les militants syndicaux qui se sont toujours tenus à la tête de leurs camarades dans les luttes classe contre classe.

Le 5 février, Jean-Louis Raboutet secrétaire du syndicat CGT passe devant le tribunal sous l'inculpation de coups et blessures sur la personne d'un cadre supérieur.

En fait de blessures ce cadre a été couvert de crachats par les grévistes qui exprimaient leur colère et leur mépris contre ce chien du capital.

Le jugement est rendu le 1er avril : c'est la condamnation. Et dès le 2, la direction des Câbles de Lyon entame la procédure de licenciement du camarade Raboutet.

Mardi 13 avril, ce sont deux délégués du personnel. Daddamoh et Bouhadite qui passent à leur tour devant le tribunal de Nanterre. Aujourd'hui dans l'usine et autour de l'usine, c'est la mobilisation pour mettre en échec le licenciement de Raboutet et empêcher la condamnation de Daddamoh et Bouhadite.

Un comité de soutien, sous la direction de la section syndicale, s'est constitué afin de mobiliser les travailleurs et tous les progressistes pour cette nouvelle épreuve de force avec la CGE d'Ambroise Roux.

Il appartient à tous, et en particulier aux travailleurs du trust CGE, de se mobiliser dans cette campagne, de diffuser les positions militantes de la section CGT des Câbles de Lyon Clichy.

Tous ensemble nous mettrons en échec la politique de répression de la CGE !

DÉCLARATION DE LA SECTION SYNDICALE CGT CABLES DE LYON CLICHY «A» (Extraits)

«Plus le conflit dure, plus ce que nous avons encaissé auparavant, de vexations, de brimades, de mutilations, nous revient en mémoire et fait grandir notre détermination.»

C'est ce que nous disions au cours de notre grève de 52 jours aux mois de juin et juillet 1975. C'est ce qui est encore plus vrai aujourd'hui où la répression s'accroît, où les horaires de travail diminuent quand la production augmente, où 336 postes de travail sont supprimés dans l'immédiat, où l'injustice la plus flagrante vient de frapper des militants syndicaux CGT...

Tout faire pour que nos camarades ne soient pas condamnés

... C'est dans le palais de justice que se font les plus grandes injustices pour le peuple. Seuls ceux qui cachent la réalité, par faiblesse ou par intérêt d'argent,

CHAMPIGNY 2 TRAVAILLEURS IMMIGRES EXPULSÉS

Judi matin après l'intervention des flics contre les 380 grévistes du foyer, rue du Monument, deux délégués du comité de grève du foyer — MM. Ben Amar (algérien) et Ferreira (portugais) — ont été expulsés aussitôt vers leur pays d'origine.

Organisons partout le soutien populaire aux grévistes pour empêcher la répression et les expulsions (art. p. 6).

peuvent respecter les jugements d'une telle institution.

Nous, nous ne les respectons pas, nous ne faisons qu'en subir la loi, tant que nous ne pouvons pas la balayer. Mais à chaque occasion il nous faut faire reculer ses jugements de classe.

Cette attaque conjointe de la direction et de la justice nous renforce dans notre conviction que nous avons raison et que nous ne nous sommes pas écartés des intérêts de nos frères.

— En dénonçant et combattant la politique de la CGE qui est égale à :

- la misère pour les travailleurs,

- au profit, au bien-être et au gaspillage pour les exploités.

— En dénonçant et combattant Ambroise Roux, PDG de la CGE notre patron, éminence grise du grand capital,

— En faisant tomber encore plus bas le masque piteux de la société libérale du chef de banque Giscard qui a fait agir justice et CRS pour faire respecter sa liberté d'exploiter.

— En affirmant notre profonde aspiration à l'unité des travailleurs de toute nationalité.

«CGE Assassin»

On nous accuse de diffamation pour avoir lancé ce slogan. Mais que le cri de «CGE Assassin» sorte de milliers de poitrines à l'encontre de la CGE et de ses valets, rien de plus juste, rien de plus normal.

Car aux Câbles de Lyon (CGE) comme dans d'autres usines et chantiers, il se produit un véritable assassinat collectif.

Quotidiennement des travailleurs sont mutilés : des doigts coupés, des pieds écrasés, des yeux abimés et même crevés, des oreilles qui n'entendent plus que le vacarme, des poumons fiévreux, des reins cassés, des côtes brisées, etc. et nous pourrions mettre les noms de nos camarades entre chaque virgule.

Des familles sont séparées, des nerfs exacerbés et beaucoup d'entre nous sont déracinés. Les capacités intellectuelles sont écrasées par un travail aliénant. Quotidiennement le mépris s'exerce à l'encontre des travailleurs.

Mais «là où il y a oppression il y a résistance»

... On veut faire de nous des bœufs, on ne réussit à faire de nous que des hommes de plus en plus résolus à faire disparaître tout ce passé et ce présent d'exploitation et de misère.

Les travailleurs comme nous portent en eux le progrès social. Les autres couches de la population ne s'y trompent pas comme le montrent les luttes actuelles.

C'est avec tous les travailleurs des usines, des chantiers, des bureaux, que les paysans pauvres cherchent à faire l'unité. C'est avec ces mêmes travailleurs que les étudiants veulent être soli-

Mitterrand à «France-Inter»

«Le programme commun n'est pas un changement de société»

Depuis les cantonales, l'agitation des milieux politiques de la bourgeoisie est à son comble.

Pendant que le grand patron Chirac fait la tournée des partis de la majorité afin de tirer au clair leur échec relatif aux dernières élections et dans le but de préparer les prochaines, Mitterrand rêve au pouvoir, devant les micros de la radio et de la télévision.

Ainsi devant les micros de «France-Inter» Mitterrand devait évoquer en fin de semaine les perspectives des élections législatives de 1978. Mais que ferait la coalition révisionniste et social-démocrate au pouvoir en cas de succès ? Mitterrand y a répondu très clairement, et sans doute pour la plus grande satisfaction de la grande bourgeoisie.

Après avoir rappelé que cette «Union de la gauche» ne promettait pas le paradis aux travailleurs, Mitterrand a rappelé ce que l'on savait déjà, à savoir que le Programme commun ne signifiait pas un changement de société ; autrement dit que le capitalisme monopoliste d'État n'avait rien à craindre pour ses biens et ses profits.

Pour argumenter sa déclaration d'apaisement en direction des classes dominantes, Mitterrand a fait remarquer que le Programme commun maintiendra l'économie de marché, autrement dit, la concurrence et le profit capitaliste. L'économie de

marché étant caractérisée par la «liberté d'entreprendre», c'est-à-dire la liberté établie par le droit bourgeois, d'exploiter le travail salarié. Et, comme chacun le sait pour que ce droit soit respecté, il y a l'État et son appareil politique, militaire et judiciaire...

Qu'est-ce qui distingue les propos de Mitterrand, de ceux de la majorité ? Rien quant au fond.

Seule la forme change. Car Mitterrand a pris des leçons de démagogie sociale auprès de ses amis du faux Parti communiste français.

Ainsi, il avance la carotte de l'autogestion ; autogestion dans le cadre de l'État bourgeois, qu'est-ce que cela signifie ?

Mitterrand déclare que l'autogestion c'est «une certaine harmonie entre partenaires sociaux, et en premier lieu entre entrepreneurs et travailleurs». Voilà qui a le mérite de la clarté. C'est ce que ce vieux cheval de retour de la bourgeoisie intitule «la réconciliation du so-

cialisme et de l'individu».

Pour être encore plus clair, Mitterrand déclara que cette «harmonisation» entre le capital et le travail devait «créer une société où il n'y a plus de lutte des classes». Décidément Mitterrand n'a pas oublié la rue Nationale de Vichy où il siégeait durant l'occupation nazie pendant que son collègue Marchais tournait les obus de la Wehrmacht. Et pour conclure Mitterrand expliqua pourquoi la bourgeoisie devait lui faire confiance : «nous pensons qu'un gouvernement de gauche disposera d'infiniment plus de moyens politiques et psychologiques pour obtenir le consentement des partenaires sociaux».

Cela ne confirme-t-il pas ce que nous avons dit depuis la création du Programme commun en 1972, à savoir que ce programme n'est rien d'autre qu'un programme de la bourgeoisie, un programme dangereux car enrobé de sucre et de miel pour mieux tromper les travailleurs.

dares comme le montre leur mot d'ordre «Etudiants ouvriers solidarité» et «Ni cadre, ni chômeur au service du patronat». Dans notre contexte ce dernier mot d'ordre prend toute son importance et nous va droit au cœur.

... Notre lutte contre ces condamnations et contre ce licenciement sera aussi exemplaire à un autre titre : un des camarades est français, les deux autres sont marocains.

Parce que la loi leur fait une situation différente, parce que nos exploités cherchent à mettre nos frères étrangers dans une position d'infériorité, nous montrerons tous que ce qui détermine notre unité et notre combat c'est avant tout notre place dans la production.

Nous avons un même patron, nous sommes de la même classe, nous ferons le même combat.

Discrimination antialgérienne à l'aéroport de Toulouse

Protestation de
l'Amicale des Algériens
en France

L'Amicale des Algériens en France s'élève dans un communiqué, contre «l'attitude des services de contrôle de police de l'aéroport de Toulouse», à la suite du refoulement d'un groupe de 9 ressortissants algériens le 7 avril dans cet aéroport.

Le communiqué qui cite l'un des Algériens refoulés, M. Djutel Ben Abdallah, demeurant à Perpignan, affirme qu'au contrôle de police, ils ont été «isolés les uns des autres avec interdiction de communiquer. Une demande d'explication sur cette attitude ayant été formulée, une fouille a été opérée sur l'ensemble des Algériens présents».

«Devant ces agissements discriminatoires» indique le communiqué, l'Amicale des Algériens en France s'indigne de l'attitude des autorités policières de l'aéroport. «Ce comportement négatif est en contradiction avec les propos rassurants du gouvernement français.»

Premières initiatives de prises :

1) Manifestation le 13 à Clichy à 10 heures. Rendez-vous devant le 170, quai de Clichy à Clichy — 92.

2) Délégation à Nanterre au tribunal à 13 heures le 13/4 pour protester contre le jugement de Daddamoh et Bouhadite.

3) Envoi de télégrammes et motions de protestation :

— au ministère du Travail,
— à M. A. Roux, PDG de la CGE — 54, rue de la Boétie Paris-8e.

— à M. Langlois, directeur des Câbles de Lyon — 170, quai de Clichy — 92111 Clichy.

— au tribunal correctionnel de Nanterre 12e Chambre 92 Nanterre.

Pour tout contact :

tél. : 739-33-32 postes 21-42 et 25-88
733-35-96

Soutien financier à envoyer à :

Raboutet

35, av. J.J. Rousseau

92230 Gennevilliers

CCP : 25 361 16 D

avec la mention «Solidarité Câbles de Lyon»



Lille-Reportage de l'Agence de Documentation Cinématographique(1)

LES LUTTES OUVRIÈRES DANS LA RÉGION LILLOISE

L'Agence de documentation cinématographique, association créée à Lille au début de cette année et qui «rassemble largement les cinéastes et photographes, amateurs et professionnels, qui veulent contribuer à la lutte contre le capitalisme et les solutions de rechange du type «Union de la gauche», (et qui) sont favorables au cinéma et à la

photographie au service des masses populaires et des peuples du tiers monde, au service des luttes pour l'indépendance, la liberté et le socialisme» (extrait de la plate-forme de l'ADC), a organisé une équipe de reportage chargée de suivre certaines luttes, de se lier aux masses ouvrières et de réaliser des photos et des articles sous le contrôle des grévistes.

E. Roussel (Roubaix) : Unis les travailleurs français et immigrés poursuivent l'action !

Il existe 4 usines Roussel : Roussel-teinture (robes), Roussel-Désrousseau (draperie), Scrépel (teinture sur fil) et enfin celle où nous nous sommes rendus : l'entreprise Roussel de la rue de l'Épeule. L'usine compte 135 ouvriers et 35 cadres et agents de maîtrise, les immigrés sont en majorité (60 % des travailleurs). Parmi les délégués du personnel on compte 2 Algériens et 1 Espagnol.

Le mouvement est parti de chez Scrépel en février dernier, les travailleurs déposent un cahier de revendications : le patron a pris peur et il a cédé immédiatement. La prime de congés a été augmentée de 150 % et le salaire entre 0,10 F et 0,35 F de l'heure. Rue de l'Épeule les ouvriers se sont mobilisés à leur tour et ont exigé 150 % d'augmentation de la prime de congés et 0,50 F d'augmentation du salaire horaire. Un travailleur nous explique : «le patron a dit qu'on allait foutre la boîte en l'air, qu'il y avait la crise, et tout le bla-bla... Mais le 22 mars on a lancé le

mouvement. Cela commence avec deux heures de débrayage par jour en début de poste : «mais comme les contremaitres faisaient tourner les métiers, les ouvriers commencent à en avoir marre. Le 25 mars on est parti en grève de 24 heures.

un deuxième car. Ils ont chargé une fois (sans matraque) et on les a repoussés. Puis ils ont pris leurs matraques et ils ont chargé à nouveau : des travailleuses ont été piétinées, il y a eu des vêtements arrachés».

A la réunion paritaire le patron propose d'avancer de deux mois l'augmentation de 2 % plus 14 centimes de l'heure, prévue convention-

inquiet, a proposé alors 25 F par mois ! Par ailleurs, il envoyait personnellement à chaque ouvrier une note pour qu'il reprenne le travail le lundi 5 avril. Mais le 5, le piquet était là et la manœuvre a échoué.

Sur un panneau à la porte de l'usine, on peut lire : «Non au racisme», et un ouvrier algérien a écrit sur la porte : «Flics-patron : même combat, racisme». L'un des directeurs de teinture avait dit aux grévistes immigrés : «Vous n'avez qu'à rentrer chez vous, vous mangez le pain des Français». Ce même chef a frappé un gréviste algérien. Ces comportements ont révolté tous les ouvriers : «Que tu sois blanc, noir, américain ou n'importe quoi, si tu es ouvrier, tu es ouvrier et tu luttas contre le patron, c'est normal!».

Mercredi 7 avril, le piquet est là, chacun est déterminé devant la porte bloquée. Sur le trottoir d'en face, le patron et une dizaine de cadres : ils n'osent pas essayer d'entrer. Le patron veut organiser un vote : refus ferme des ouvriers «pas question de voter, la grève continue».



Piquet de grève chez Roussel — Photo ADC

On a eu tout de suite droit aux flics ; on n'a pas été trop méchant et on a laissé rentrer la maîtrise et les cadres». Le lendemain les travailleurs décident de poursuivre le mouvement : «mais là on n'a laissé rentrer personne. Les flics ont envoyé

nellement pour le 1er Mai ! Pour la prime de congés il proposait seulement 100 F au lieu des 300 F supplémentaires demandés... «Personne n'était d'accord, alors on a continué».

Comme le mouvement était suivi à 96 %, le patron,

Chantier de construction du métro de Marseille

A l'action contre les licenciements !

Dernièrement, des responsables CFDT du bâtiment et du métro de Marseille ont — au cours d'une conférence de presse — exposé la situation des travailleurs dans les entreprises CAPAG-CETRA et QUILLERY ST-MAUR.

Depuis le début de la construction du métro, les travailleurs ont lutté jour après jour contre les mauvaises conditions de travail. Aujourd'hui ils se préparent à lutter contre leurs licenciements.

Des conditions de travail lamentables...

En deux ans, malgré la perte de 3 de leurs camarades dans ce que la bourgeoisie appelle «accidents du travail», malgré de nombreux blessés (50 accidents par mois dans les divers chantiers), les travailleurs ont construit ce métro qui, dès maintenant et l'an prochain, sera un des gadgets de la campagne publicitaire de Defferre.

Mais, les conditions de travail et de sécurité, les patrons ne s'en soucient guère. La CFDT prend pour

exemple le chantier «Longchamps» qui est un chantier-type : manque de vestiaires, coffrage tenant mal en certains endroits, un engin de terrassement n'a pas d'arcade de sécurité, dans les galeries la ventilation est insuffisante, des fils électriques sans gaine ; au-dessus du grutier — qui n'est absolument pas protégé — passe des bennes chargées de centaines de kilos de matériaux ; il n'y a pas de cadre métallique pour évacuer les blessés des galeries, ceci se fait à dos d'homme. Pour couronner le tout : un encadrement raciste (90 % des ouvriers sont immigrés, 87 % Maghrébins).

Et maintenant les licenciements

Maintenant que le gros œuvre est terminé, les entreprises veulent mettre au chômage les 1 500 ouvriers qui ont construit ce métro.

Ceci est prévu de mai à novembre. Mais ces 1 500 ouvriers ont acquis en 2 ans une tradition de lutte et ne se laisseront pas faire. Ils ont mené des luttes résolues et pour la plupart victorieuses : que ce soient après les accidents mortels, pour les revendications de salaire, pour l'amélioration des conditions de travail, ou dernièrement pour la grève des heures supplémentaires.

Les syndicats

La situation a changé également du côté des syndicats. La CGT — avec direction révisionniste — au départ majoritaire, s'est petit à petit déconsidérée avec ses grévistes ou ses refus d'action, ses «magouilles» (faisant croire par exemple que voter CFDT c'est voter pour le patron !).

La CFDT, inexistante au départ, petit à petit, par sa pratique de la démocratie

syndicale, par ses positions de lutte de classe, est devenue le syndicat majoritaire ; avec des militants syndicalistes immigrés, faisant parfois pour la première fois une expérience militante, mais ne s'en laissant pas compter.

Aux dernières élections du personnel elle a obtenu 65 % des voix.

Et maintenant, c'est certain, il va y avoir une grosse bataille contre les licenciements.

Pour leur part, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge soutiennent sans réserve cette lutte comme ils l'ont fait à d'autres occasions. C'est par la lutte classe contre classe, en refusant de négocier les licenciements, que les travailleurs du métro arriveront à préserver leur emploi.

Correspondant HR

la France des luttes

Sainte-Jamme(Sarthe)

2e mois de grève à la S.G.F.

La Société générale de fonderie possède deux usines à Sainte-Jamme : l'une emploie 630 ouvriers et ouvrières à faire des radiateurs, l'autre 350 à divers travaux de fonderie (tuyauterie, robinets).

Pour les ouvriers, la SGF c'est :

— des salaires de misère, inférieurs à 1 400 F par mois (pour les plus bas) ;

— des conditions de travail difficiles : les ouvriers estiment que dans ce domaine leur usine a 15 ou 20 ans de retard sur les autres fonderies (par exemple pas d'aspiration des gaz, pas de chauffage l'hiver : le matériel a été acheté mais pas installé !) ;

— le déclassement systématique pour les vieux travailleurs : une fois usés par

Leurs revendications : 50 centimes d'augmentation pour tous, pas de salaires à moins de 1 700 F.

La colère gronde également dans quatre autres usines du groupe, où il y a des débrayages.

Pour l'instant, le patron n'a fait que des propositions dérisoires qui ont été refusées par les grévistes : 50 centimes pour les salaires les plus bas (une trentaine d'ouvriers), rien ou presque rien pour les autres.

Par contre il a traîné 10 ouvriers devant le tribunal du Mans et refusé d'assurer la paie. Il a également réussi à mettre les mensuels dans sa poche (alors qu'au départ ils étaient grévistes) en leur promettant l'indemnisation de leurs jours de grève. D'autre part une interven-



Les revendications des grévistes accrochées à la grille (photo correspondant HR).

de nombreuses années de fonderie, ils sont placés à des postes moins durs et moins payés ;

— les injustices entretenues par la direction : les salaires sont plus élevés à l'usine de radiateurs, alors que c'est la plus «moderne» des deux et que le travail y est moins pénible.

Ce qui a fait déborder le vase : l'application de la nouvelle grille de classification de la métallurgie, qui amenait 102 déclassements.

A partir du 3 mars, les travailleurs entreprennent des débrayages et le coulage des cadences. Le 24 mars, alors que la production était tombée à 20 %, les travailleurs décident la grève illimitée avec occupation, pour éviter le lock-out.

tion de la police contre les piquets de grève n'est pas exclue.

Cela n'entame en rien la combativité des ouvriers : les piquets de grève sont fournis (la participation aux meetings est forte, diverses actions sont envisagées). L'unité entre les trois syndicats est totale.

Le soutien commence à s'organiser sous la forme de collectes dans les usines de la Sarthe. Le meeting organisé lundi dernier par les ouvriers de la SGF pour populariser leur lutte a vu la participation de petits paysans et de commerçants ; plusieurs maires des environs y ont assurés les grévistes de leur solidarité.

Correspondant HR

PTT-Paris Clignancourt

L'administration, FO et la CGT sanctionnent un militant CFDT

Le mercredi 7 avril 40 à 50 % des postiers de Paris-Clignancourt centre de tri se sont mis en grève à l'appel de la CFDT. Ce jour-là, un militant CFDT passait en conseil de discipline à la suite d'un PV (procès verbal) mis par un inspecteur, membre de la CGT. Dans le cadre de son mandat syndical, ce militant discutait avec un postier, et a été sommé de quitter les lieux. C'est son opposition à cette entrave à l'exercice syndical qui lui valut de passer en conseil de discipline.

La CGT a refusé de participer à la grève, a refusé de désavouer l'inspecteur, se plaçant de ce fait du côté de l'administration.

Au cours du conseil de discipline, la CGT et FO n'ont dit mot pour le défendre, approuvant la sanction (vote unanime de l'administration, de FO et de la CGT) pour muter ce militant dans un autre centre.

Correspondant HR



Journée d'action de la métallurgie

Rejeter les projets patronaux et révisionnistes

En ce moment les dirigeants syndicaux CGT-CFDT jouent les «durs», ils parlent beaucoup de «puissante journée nationale d'actions»; à vrai dire, c'est tous les jours qu'il y a de telles «actions». Toutes aussi parachutées du sommet les unes que les autres, sans perspectives, sans coordination entre elles. Par contre, il faut dire que — selon l'aveu même du patronat — («Le nouvel économiste» du 12 avril) il y aurait actuellement 150 à 200 entreprises occupées par leurs salariés, et à peu près autant d'autres conflits épisodiques ! Voilà qui montre que le temps n'est pas à la

concertation et à la négociation à tout prix, mais bien à la lutte contre l'exploitation capitaliste. S'ils ne veulent pas perdre complètement la face, les Séguy et consorts sont bien obligés d'en tenir compte.

Parmi les nombreuses revendications, l'une d'entre elles — le refus de la nouvelle grille de classification dans la métallurgie — est l'occasion pour les Tartuffes révisionnistes et réformistes de se faire passer pour des défenseurs de la classe ouvrière. Ils appellent en effet à une grève le 13 avril baptisée «puissante journée d'action nationale marquée

par un arrêt de travail de 2 à 4 heures !» S'agit-il de remettre en cause la hiérarchie capitaliste ? Dans ce cas les moyens utilisés seraient dérisoires. Mais ils ont bien d'autres idées derrière la tête. Il s'agit, disent-ils, d'obtenir l'ouverture de nouvelles négociations avec le patronat de la métallurgie (UIMM) ! Pour négocier quoi ? Leur camelote révisionniste, c'est-à-dire leur grille à eux : du manoeuvre à l'ingénieur, accentuer encore plus la hiérarchie pour favoriser les cadres et autres privilégiés, etc.

Sur le 1er point, nous pouvons d'ores et déjà dire

que le patronat et le gouvernement sont d'accord avec eux, puisque parmi les propositions pour «la revalorisation du travail manuel» (1) il y a justement l'établissement d'une grille unique de l'ouvrier à l'ingénieur ! (cf. «Le nouvel économiste» du 5 avril).

Pour obtenir satisfaction dans nos revendications immédiates, il nous faut rejeter à la fois les projets patronaux et ceux (encore plus trompeurs) des dirigeants révisionnistes qui veulent que la classe ouvrière reste enchaînée au char du grand capital.

Et, encore ce n'est pas

la France des luttes

VOSGES

Des producteurs de lait interceptent un camion de lait

L'augmentation de 7 % des prix décidés à Bruxelles si elle peut satisfaire largement les intérêts des gros producteurs — qui touchent des millions — ne répond en rien aux besoins

suffisant, car il nous faut dès aujourd'hui envisager l'avenir. Et c'est ensemble, avec tous nos frères de misère (ceux des autres corporations et couches laborieuses) qu'il nous faut voir à plus long terme et comprendre que c'est le système capitaliste lui-même qui doit être remis en cause et qu'il nous faut préparer sa destruction complète.

immédiats des petits producteurs de lait.

C'est sans doute pourquoi samedi dernier, les petits producteurs de lait de la région d'Epinal ont engagé une action contre un camion citerne contenant 10 000 litres de lait et appartenant à un trust alimentaire de la région.

Le contenu du camion a été déversé sur la chaussée près d'Évaux et Mnel.

C'est la première action dure à notre connaissance des petits producteurs de lait depuis les décisions de Bruxelles le mois dernier. C'est une certitude que ce n'est pas la dernière.

Au Quartier latin vendredi

5000 étudiants étaient sur les quais de la Seine

Peu après 16 heures, les étudiants rassemblés devant Jussieu vendredi, à l'appel de la Coordination parisienne, se mettaient en marche. Conduite par une banderole du comité de grève de la faculté de

La manifestation traversait les ponts les uns après les autres, jusqu'au moment où un important barrage de flics l'obligeait à bifurquer.

On arrivait à Solférino, non loin du ministère, et les rangées de CRS et de gardes mobiles se faisaient plus

denses. C'était là qu'en principe la manifestation devait s'arrêter. Mais les révisionnistes et les trotskistes entendaient apparaître comme les gens les plus combattifs. Ils faisaient continuer sa marche à la manifestation, sur le boulevard Saint-Germain. Et bientôt elle arrivait

Villetaneuse, qui portait comme mot d'ordre : «Travailleurs, paysans, étudiants tous unis contre le pouvoir», la manifestation empruntait les quais de la Seine.

au carrefour de la rue du Bac. CRS, gardes mobiles et brigades spéciales bloquaient toute issue. Il n'était plus possible d'avancer, ni de tourner.

Pendant ce temps, derrière, les flics suivaient à grand renfort de cars et de voitures les manifestants. Si bien qu'il n'était pas possible non plus de reculer. Les étudiants étaient dans une véritable souricière. Les chaînes se resserraient, les étudiants se préparaient à répondre à une attaque.

«UNEF TRAHISON !» C'est alors que les responsables révisionnistes de l'UNEF allaient négocier avec les CRS ; au retour un de ses chefs, juché sur une cabine en métal, empoignait un mégaphone et déclarait dans la plus grande précipitation que «la manifestation d'aujourd'hui ayant atteint son objectif», l'UNEF demandait la dispersion immédiate. Se disperser ? Mais où ? Les manifestants scandaient avec colère : «UNEF trahison !», plusieurs d'entre eux arrachaient le porte-parole de l'UNEF de son perchoir, et l'expulsaient avec ses compères de la manifestation.

LES TROTSKISTES DANS LE MEME SAC QUE L'UNEF

Mais, lorsque leurs amis révisionnistes furent expulsés, vivement les trotskistes de la Ligue de Krivine appelèrent au calme, à la modération. Ils retenaient les étudiants dont la colère débordait contre l'UNEF qui, une fois de plus, s'était clairement alliée aux flics.

C'est alors que l'on vit le spectacle écoeurant des responsables de l'UNEF qui, s'enfuyant à toutes jambes, allaient chercher refuge derrière un cordon de gardes mobiles !

Les trotskistes et leur service d'ordre d'opérette s'éclipsaient prestement à leur tour. Il ne restait plus aux étudiants qu'à descendre dans la station de métro rue du Bac avant que les flics commencent les ratonnades. La manifestation par ailleurs très combative avait été odieusement trahie par les révisionnistes et leurs larbins trotskistes. Chacun jurait d'expulser de la prochaine manifestation toute cette volaille de la bourgeoisie, suivant en cela l'exemple des étudiants de Nanterre qui venaient de s'emparer d'une banderole de l'UNEF et de la jeter dans l'eau boueuse de la Seine.

Chaque nouvelle action le montre, les contradictions s'aiguisent entre les révisionnistes et les trotskistes d'une part, et la masse des étudiants de l'autre.

Ainsi tout au long de la manifestation, les étudiants ont dû livrer bataille pour couvrir la voix de l'UNEF et de ses amis qui voulaient imposer leurs mots d'ordre bourgeois, dans la ligne du PCF qui consiste par exemple à dire que «cette réforme (la réforme Soisson, NDLR) remet non seulement en cause notre avenir, mais également le développement économique et social du pays», comme si le dit développement faisait progresser le niveau de vie des masses populaires, alors qu'il ne fait qu'engraisser les exploités capitalistes !

De plus en plus clairement, il apparaît que c'est en luttant fermement contre les manoeuvriers trotskistes et révisionnistes que le mouvement étudiant pourra se développer, se renforcer et être ainsi en mesure d'imposer l'abrogation de la réforme Soisson.

Arrestations à Lorient

Mardi soir, trois occupants d'une voiture stationnée à Lorient sont interpellés par une voiture des Renseignements généraux. Contrôle d'identité. Les RG, affirmant que ces trois personnes venaient d'effectuer des collages de l'Humanité rouge et des bombages signés du PCMLF, la fouille de la voiture est aussitôt effectuée. Sans résultat.

Jeudi matin à 6 heures, la police débarque pour perquisitionner chez chacun des occupants de la voiture, sans mandat et malgré leur protestation. Ils sont ensuite conduits à la Sûreté, avec, en plus, la femme de l'un d'eux, enceinte de 8 mois, et interrogés toute la journée. Deux d'entre eux sont gardés à vue. Le couple est relâché

mais le mari sera à nouveau arrêté le lendemain vendredi.

Deux étudiants de l'UT de Lorient ont à leur tour été interrogés puis relâchés. Enfin deux autres personnes ont également été interpellées dans le cadre de cette affaire et sont gardées à vue. Il s'agit d'un employé de la ville et d'un stagiaire assistant social.

Les services de la Sûreté déclarent que désormais l'affaire est entre les mains de la Cour de sûreté de l'Etat.

Plusieurs des interpellés sont militants de la CFDT. Celle-ci a fait savoir, localement, qu'elle était prête à se mobiliser.

Tenons-nous prêts à riposter comme il se doit, si la bourgeoisie osait risquer une inculpation.

Soutenons la juste lutte du peuple palestinien

PALESTINE
la jeunesse,
c'est la génération de la victoire



journée de soutien
à la lutte du peuple palestinien
MERCREDI 14 AVRIL 1976

Université de Vincennes, route de la Tourelle (Paris 12e) — Métro : Château de Vincennes (correspondance directe par bus).

— A l'occasion de la venue en France d'une délégation centrale de l'Union générale des Etudiants palestiniens (GUPS), des étudiants, enseignants, personnels et organisations politiques et anti-impérialistes, organisent une journée de soutien à la lutte du peuple palestinien.

— Avec le soutien de : El Amel Tounsi, AMEE, CIP, FRAP, HR, PPS, PCR (ML), UEIF, Association médicale franco-palestinienne.

PROGRAMME

— 10 h, 14 h, 20 h : films palestiniens suivis de débats avec des étudiants palestiniens de la GUPS ;

— 16 h : meeting central (amphi 1) : intervention et débat avec la délégation — Partie artistique (chorale, orchestre, poèmes, montage diapositives) ;

— Expositions et tables de ventes toute la journée.

CONTRE LA RÉPRESSION

ouvriers, paysans, étudiants

Tous unis, à l'action !

Suite de la page une.

Mais de partout les masses ont de plus en plus souvent recours à une légitime violence révolutionnaire indispensable aujourd'hui pour se défendre et demain pour faire la révolution.

L'action de la classe ouvrière, français et immigrés au coude à coude, contre les licenciements s'élargit sans cesse : 200 entreprises occupées, multiplication des piquets de grève et séquestration de PDG, résistance courageuse contre les agressions des flics ou des milices patronales. Des dizaines de milliers de petits paysans s'attaquent aux intérêts des

trusts alimentaires pour défendre leur droit de travailler la terre et d'en vivre. A Montredon et Aléria ils ont montré qu'ils ne se laissent pas matraquer ou emprisonner sans répliquer. Des milliers d'étudiants refusent le chômage et l'université capitaliste destinée à former des serveurs dociles du patronat. C'est cette offensive qu'il importe aujourd'hui de développer et de consolider dans l'esprit de la déclaration du syndicat CGT des Câbles de Lyon de Clichy (art. p. 3) en mobilisant les larges masses et en s'inspirant de leurs initiatives d'avant-garde.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



Foyers Sonacotra en grève

DEVELOPPER LE SOUTIEN

La grève engagée par les locataires des foyers Sonacotra continue plus que jamais.

Il y a aujourd'hui 49 foyers en grève pour l'amélioration de leur condition de logement, pour l'abrogation du règlement intérieur, ainsi que pour la baisse des loyers.

A mesure que la grève se renforce sous la conduite du Comité de coordination, que les diverses manœuvres de division ont été écartées, notamment celle des bonzes du PCF et de la CGT, la Sonacotra, de son côté, refuse toujours de négocier et de reconnaître comme représentatif le Comité de coordination. La direction de la Sonacotra choisit de lancer une campagne de répression policière contre plusieurs foyers.

C'est ainsi que la police est intervenue mercredi dernier contre le foyer de Champigny de la rue du Monument (voir communiqué de presse du Comité de coordination et du Comité de résidents du foyer ci-joint).

Nous appelons tous nos camarades et tous nos amis, qui travaillent ou logent à proximité des foyers dont la liste est publiée ci-après, à renforcer leur solidarité et leur soutien par des actions concrètes. Pour cela, nous leur conseillons de prendre contact — si cela n'est déjà fait — avec le Comité de résidents de chaque foyer et de populariser la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra dans leurs entreprises ou sur le lieu de leur habitation, en se servant notamment de la pétition dont nous avons publié le texte dans le journal.

La lutte des grévistes des foyers Sonacotra a une grande importance pour toute la classe ouvrière de notre pays, non seulement pour sa portée immédiate, mais pour sa signification politique ; car ce qui est en jeu actuellement c'est l'unité de toute la classe ouvrière, français et immigrés.

Agression policière contre le foyer de Champigny

Le foyer Sonacotra de Champigny, 79 rue du Monument (94) (380 résidents de 10 nationalités différentes, mais principalement Portugais) a rejoint le 1er mars le mouvement de grève des foyers déclenché il y a 14 mois en Seine-St-Denis. Ce mouvement regroupe actuellement 50 foyers dans toute la France autour d'une plate-forme de revendications et d'un Comité de coordination de la lutte, élu par les délégués des différents foyers.

Le 29 mars dernier, ce Comité de coordination a envoyé une lettre à la direction de la Sonacotra pour de nouvelles négociations.

Les résidents viennent de recevoir la réponse :

— le 7 avril, à 2 heures du matin, 15 cars de police entourent le foyer de Champigny.

— à 5 heures 30, accompagnée du gérant du foyer, la police entre dans les chambres de 4 délégués des résidents. Deux d'entre eux, Ben Amar (Algérien) et José Ferreira (Portugais) ont été emmenés par la police avec leurs affaires. Depuis, il n'y a pas de nouvelles de l'endroit où ils ont été emmenés.

— un troisième, emmené également, a été relâché après qu'on lui ait retiré sa carte de résident du foyer, son employeur se trouvant devant la porte pour l'emmené à son travail.

— le quatrième était absent du foyer cette nuit-là. Sa chambre a été fouillée.

Voilà la réponse de la Sonacotra aux demandes de négociations des résidents.

Nous demandons la libération de nos camarades, l'arrêt de toute forme de répression sur les résidents ou leurs délégués.

Nous demandons une nouvelle fois que s'ouvrent de véritables négociations.

Nous appelons tous les résidents des foyers et des cités Sonacotra à s'organiser, à élire démocratiquement des comités de résidents et à rejoindre notre mouvement et le Comité de coordination.

Nous appelons tous nos frères émigrés à se mobiliser pour soutenir notre lutte et refuser de payer les frais de la crise.

Nous appelons tous nos camarades français à soutenir notre lutte qui est aussi la leur, car c'est une lutte contre la répression, une lutte contre les loyers trop chers, une lutte pour l'égalité français-émigrés, une lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

TOUS UNIS NOUS VAINCRONS.

Comité de résidents
79 rue du Monument
94 - Champigny

Comité de coordination
des foyers Sonacotra en grève
56 rue de la Fontaine
au Roi
75011 - Paris

Le 8 avril 1976

«Réponse à M. Claudius-Petit, P.D.G. de la Sonacotra»

Il y a plus de 14 mois que des foyers Sonacotra ont commencé la grève des loyers. Toutes les tentatives de négociation ont échoué, la Sonacotra et M. Claudius-Petit lui-même refusant de reconnaître les délégués et le Comité de coordination élus par l'ensemble des résidents des foyers.

Jamais jusqu'à présent, M. Claudius-Petit n'avait daigné répondre aux questions posées par les travailleurs immigrés. Grâce aux bons offices de «La Croix» dans son édition du 30 mars, il répond — et il répond par des propos insultants.

Il rappelle le drame de Villejuif, le présentant comme le résultat d'une trop grande liberté donnée aux résidents. Faut-il rappeler que ce qui est arrivé est la conséquence directe d'une politique de division entre nationalités menée dans ce foyer par l'intermédiaire de ses gérants.

M. Claudius-Petit remet en cause la représentativité des délégués et du Comité de coordination. Pourtant celui-ci, élu démocratiquement, a fait la preuve de sa représentativité. 49 foyers sont actuellement en grève et, dans les faits, est appliqué depuis des mois le règlement intérieur que se sont donnés les résidents, sous la responsabilité des délégués, sans qu'il y ait la moindre histoire malgré les provocations émanant de la direction, de gérants ou d'organisations diverses extérieures à ces foyers.

Ce même Comité de coordination a été capable de remplir la Mutualité avec 3 500 travailleurs le 21 février 1976.

M. Claudius-Petit affirme que seulement 25 foyers sont encore en grève, ceci parce que, par divers moyens de pression et par des menaces, il a réussi à faire signer des délégués de ces foyers. Ce qu'il oublie de dire, c'est que

les résidents de la plupart de ces foyers ont désavoué ces délégués, refusé de reprendre les paiements et ont élu de nouveaux délégués qui ont rejoint le Comité de coordination. (Vous trouverez ci-jointe la liste des foyers en grève à ce jour).

M. Claudius-Petit accuse des groupes de manipuler ou de vouloir parler à la place des immigrés. Or, les résidents ont toujours refusé toute ingérence d'organisations qu'elles soient et n'ont jamais admis que qui que ce soit négocie à la place de ceux qu'ils se sont donnés comme représentants.

Si M. Claudius-Petit désire discuter avec les résidents eux-mêmes, pourquoi refuse-t-il alors de négocier avec les délégués élus des résidents et préfère-t-il passer par l'intermédiaire d'organisations extérieures ?

M. Claudius-Petit dit que les foyers sont des hôtels et il justifie ainsi le règlement intérieur et le rôle des gérants. Est-ce que quand il passe ses vacances à l'hôtel, il accepte que le gérant de l'hôtel ait le droit de rentrer à toute heure du jour et de la nuit dans sa chambre pour voir ce qu'il fait, avec qui il est et qui il invite ?

Les résidents n'ont pas l'intention, comme il l'insinue, de transformer leur logement en maison de passes au service de quelques proxénètes.

Comment M. Claudius-Petit peut-il, avec autant de mauvaise foi, faire appel aux contribuables français contre ce mouvement revendicatif, alors qu'il est le premier à savoir que les retards de paiement ont été pris en charge par le FAS qui est alimenté par l'argent des travailleurs immigrés et que s'il avait accepté de véritables négociations avec le Comité de coordination, le problème serait probablement résolu.

Le Comité de coordination,
le 7 avril 1976

informations générales



Le No 7 de la Jeune Garde Rouge vient de paraître

No SPECIAL PALESTINE

Au sommaire : — Comment la Palestine fut volée à son peuple

— Les révisionnistes et la Palestine

— Le racisme de l'Etat d'Israël

— La génération de la victoire

— La relève (extrait d'une nouvelle palestinienne)

Mais également : — Une déclaration de la Direction nationale de la JCMLF sur le mouvement étudiant en cours

— Des échos de luttes étudiantes

— Des témoignages sur les CET, le chômage des jeunes.

Passez vos commandes à l'adresse suivante :

L'Humanité rouge

BP 61 75 861 Paris Cedex 18

En n'oubliant pas de mentionner :

«Pour la Jeune Garde rouge»

A l'appel du Comité de Montpellier de la JCMLF, avec la participation d'une délégation du Comité exécutif de l'Union générale des étudiants palestiniens et avec le soutien de «L'Humanité-Rouge» :

MEETING LE MARDI 13 AVRIL

A LA SALLE SAINT-MARTIN

A 20 H 30 (BOURSE DU TRAVAIL)

LISTE DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

- | | |
|---|---|
| 92 - Nanterre : allée des primevères ; 4 rue des Sorbiers ; 6 rue des Sorbiers. | 94 - St-Maur : 23 quai du port de Créteil. |
| - Colombes : 203 rue Colbert ; boulevard d'Orge-mont (Stalingrad). | - Champigny : 79 rue du Monument. |
| 91 - Athis-Mons : rue de la Plaine Basse. | 95 - Argenteuil : 53 av. du Parc ; 1 ^{er} quai de St-Denis ; rue de la Butte-Blanche ; 42 rue Gounod ; 108 rue de Montigny ; 4 bd Karl Marx. |
| - Chilly-Mazarin : rue d'Athis. | - Beauchamp : 35 rue l'Egalité. |
| - Corbeil : 48 quai de Bourgoin. | - Bezons : 36 rue Jean Carrasso. |
| - Massy I : 1 rue Ampère | - Cormeille-en-Parisis : 19 route d'Argenteuil. |
| - Massy II : 2 rue Ampère. | - Ermont : rue François Plasson. |
| - Massy III : 7 rue Victor Basch. | - Garges-les-Gonesse : 7 rue des Prièuses. |
| - Montgeron : rue d'Hyères. | - Sannois I : Gabriel Péri. |
| - Ste Genevieve des Bois : rue Descartes. | - Sannois II : bd Gambetta. |
| 93 - Bagnole : 41 rue Robespierre. | - St-Ouen-l'Aumône : av. de Chenevière. |
| - Bobigny : 176 rue Carnot ; 166 rue Carnot. | 78 - Les Mureaux : 109 rue Jean Mermoz. |
| - Drancy : 37 rue Henri Longuet. | - Mantes-la-Jolie : 78 rue Maurice Bronstein. |
| - Montreuil : 16 place Berthier Albrecht. | - Trappes : rue Jean Zay. |
| - Pierrefitte : 11/27 rue E. Dolet. | 77 - Damarie-les-Tys : 340 quartier Louis Pergaud. |
| - Romainville : 88 av. de Brazza. | 21 - Dijon : rue Frédéric Mistral ; av. du Lac ; rue des Verriers. |
| - St-Denis : Romain Rolland. | 67 - Strasbourg : 300 route de Colmar ; rue de Neuhoft. |
| - Sevran : 28 allée des Peupliers. | |
| - Villemonble : rue Laënnec. | |
| - Tremblay-les-Gonesse : rue de la Paix. | |

PÉKIN INFORMATION

1 an — 52 Nos — 21,00 F

Au sommaire du No 14 du 5 avril 1976 de Pékin-Information

d'importants articles sur la lutte de ligne en cours en République populaire de Chine :

— Contre la déviation de droite visant à remettre en cause les conclusions justes, promouvoir la production industrielle — Editorial du Renmin Ribao.

— Critique du programme : «Prendre les trois directives comme axe»

— Université Tsinghoua : critique de l'impérialisme responsable engagé dans la voie capitaliste.

Passez vos commandes à :

E - 100, 24 rue Philippe de Girard — 75018 Paris distributeur officiel des Éditions de Pékin



culturel

Cinema

«Vol au dessus d'un nid de coucou»

Un film de Milos Forman

Pour échapper à la prison, un détenu essaie de se faire passer pour fou. En se faisant internier dans un hôpital psychiatrique il espère purger la fin de sa peine en toute tranquillité, loin des contraintes matérielles exigées pour les autres prisonniers.

Son nouvel univers est hallucinant ! Il y a d'un côté totalement coupé du monde extérieur, les malades mentaux en tous genres (débiles, gâteux, névrosés et psychotiques coexistants dans la même salle) et de l'autre le personnel «spécialisé» : les gardiens de salle (dont les compétences se bornent à savoir maîtriser physiquement les excités), les infirmières (modèles du genre et à la pointe du progrès avec l'utilisation intensive de la «thérapie collective») et les psychiatres.

Le traitement, quant à lui, est succinct ! Il se résume en séances de discussions collectives (qu'un seul malade est capable de suivre grâce à l'éducation bourgeoise qu'il a eue), en l'administration de tranquillisants à doses massives et, quand cela ne suffit pas, en cures à l'électrochoc.

Ce traitement est radical, non pour guérir les malades mais pour les conditionner à être soumis totalement aux infirmières.

L'électrochoc notamment sert à calmer les plus récalcitrants qui réalisent à leurs dépens l'expérience des chiens de Pavlov*.

Dans cet hôpital de pointe, la «guérison» commence par la soumission : Le détenu (Nicholson) sent confusément tout cela même s'il n'en perçoit pas — au début tout du moins — toutes les conséquences.

Il va tout faire pour «dé-régler la machine», autant pour se distraire (il s'amuse «comme un fou») que pour pousser à la révolte ses compagnons qui sont de plus en plus abrutis par ce système.

Il organise par exemple, au volant d'un car volé, une promenade touristique dans le monde «normal» qui se termine par une partie de pêche en mer assez délirante où un malade mental est placé à la barre et où les autres organisent leur pêche sans qu'ils aient besoin d'avoir constamment dans le dos des FLICS MEDICAUX.

Le début de la révolte s'amorce ; les malades commencent à prendre conscience de leur personnalité et admettent de moins en moins d'être traités comme des gamins.

Progressivement le ton monte ; des bagarres éclatent avec les surveillants. La répression se fait de plus en plus dure et Nicholson prend conscience de sa faiblesse.

Classé comme «dangereux», il est en effet condamné à rester dans cette galère à perpétuité. Il décide alors de s'évader avec un autre simulateur (un Indien «grand comme une montagne») et avec la complicité extérieure de deux prostituées.

Cette évasion sera un échec à cause de la fête qu'il organise avant de partir pour les autres détenus, fête qui se termine par une orgie collective d'où tout le monde ressort ivre-mort.

C'est la dernière incartade qui lui est tolérée car, pour l'administration, Nicholson commence vraiment à être dangereux ; on voit même des malades dont le sort commence à s'améliorer ! Pour éviter que cela aille plus loin des chirurgiens le trépannent et lui détruisent certains centres nerveux pour être sûrs de le rendre inoffensif.

Cela amène l'Indien à prendre conscience de sa force et de la nécessité pour lui de s'évader, ce qu'il fait après avoir tué son ami (vivre libre ou mourir !).

Il ne fait pas bon être «fou» ! En effet, même si ce film est (théoriquement) un film de fiction, il n'en décrit pas moins — de façon très réaliste et comique — les conceptions qui font autorité dans les milieux psychiatriques bourgeois.

On ne peut avoir que froid dans le dos quand on sait que l'opération pratiquée sur Nicholson (dans le film) existe réellement. Cette opération est de moins en moins pratiquée (heureusement !) mais il semble qu'elle soit toujours à l'honneur dans certains pays pour détruire la personnalité d'opposants politiques.

Ainsi par exemple, il semble que — selon certaines informations — cette opération ait été pratiquée en Suisse contre certains anarchistes qualifiés de «malades mentaux dangereusement agressifs». Quant à des pays comme les USA ou comme l'URSS (qui, elle, est célèbre justement par ses asiles psychiatriques dans lesquels on «rééduque» les antifascistes), on n'ose pas penser à quelle échelle cette opération est pratiquée !

De toute façon, sans aller jusqu'à ce type d'intervention, la «thérapeutique» psychiatrique dans les pays capitalistes n'est guère brillante. C'est vrai que l'on concentre des malades mentaux en les coupant de leur mi-

lieu habituel comme c'est vrai que l'on s'attaque aux effets — à grands coups de médicaments — sans s'attaquer aux causes réelles, profondes, de leur maladie car cela reviendrait ni plus ni moins qu'à remettre en cause le système capitaliste.

Le film de Milos Forman est une approche d'une psychiatrie mieux menée mais il n'arrive jamais pourtant à remettre en cause, fondamentalement, les méthodes thérapeutiques bourgeoises ; le scénario ne lui permet pas cela !

Ainsi, on nous montre tout au long du film, avec un réalisme tragico-comique, que c'est un véritable miracle si un malade mental peut se sortir du cercle vicieux dans lequel il est enfermé. Mais on ne nous montre pas l'origine SOCIALE de leur maladie.

Milos Forman ne PEUT arriver à un tel résultat car tout le film se joue dans l'asile. Il n'y a aucune séquence qui relie cet asile au monde extérieur.

Autre défaut du film, l'évasion de l'Indien. Cette évasion peut signifier le point de départ d'une libération POUR TOUS (malades compris) comme elle peut signifier la fuite d'un individu sain d'esprit du monde des aliénés et de la société qui les brime.

Cela semble assez fâcheusement être une porte de sortie que s'est trouvé le réalisateur pour ne pas préciser ses conceptions sur le moyen

de résoudre correctement les problèmes posés par la psychiatrie.

On objectera que ce n'était pas peut-être pas le but initial du film qui semble plus vouloir dénoncer une situation que de proposer des solutions mais, comme le dit KARL MARX, «nous ne sommes pas seulement bons à détruire un monde ancien, nous sommes bons aussi à construire un monde nouveau» et ne pas faire l'un revient à ne pas faire l'autre !

C'est ici que git le lièvre car si le film avait voulu s'attaquer à ces problèmes, cela aurait obligé le réalisateur à se poser la question des moyens à employer, et cela à tous les niveaux. Au niveau du personnel soignant qui nous est montré comme collaborant en bloc à ce système répressif, ce qui en fait nie le rôle que peut avoir une prise de conscience des soignants (même si ceux-ci sont souvent prisonniers du système). Au niveau des masses populaires (l'«homme de la rue» qui est toujours un malade potentiel). Au niveau des malades mentaux qui doivent eux-mêmes, dans la mesure de leurs possibilités, prendre leur maladie en main.

* On associe dans l'esprit des malades les notions de douleur intense et de désobéissance en branchant sur leur corps des électrodes reliées au courant chaque fois qu'ils se rebellent ce qui les conditionnent progressivement à se soumettre pour éviter la douleur.



Débat autour du film

Comment Yukong

déplaça les montagnes

ENTHUSIASTE !

Je vous écris pour vous dire mon enthousiasme sur les films de Joris Ivens. Il faut leur faire de la publicité. Beaucoup de publicité. Surtout que beaucoup de travailleurs aillent voir ces films. Ils comprendront bien ce que ça veut dire la classe ouvrière qui dirige.

J'avais déjà lu des livres sur la Chine, certains même très vivants. J'ai vu aussi des films chinois. Mais ceux-là m'ont vraiment enthousiasmé. Je me posais des questions du genre : comment vivent ces Chinois ? A quoi ça ressemble ce pays socialiste qui fait tant parler de lui ? Comment vit-on au travail, en famille ; je m posais des questions toutes simples, au ras du sol, pour ainsi dire. Les explications plus compliquées sur les principes du socialisme, je les ai lus, on me les a expliqués. Mais je restais sur ma faim, j'avais besoin de choses concrètes.

«Comment Yukong déplaça les montagnes» m'a appris tout ça en même temps : les principes et leur application concrète. Et c'est formidable. Je n'aurais sans doute jamais la possibilité d'aller en Chine, mais pendant douze heures, on peut dire qu'on y est.

J'ai retenu surtout l'usine de générateurs et Taking. Ça vous fait un choc, quand il faut aller bosser le lundi, après ce qu'on a vu. On pense à la tête du patron à l'idée qu'on pourrait afficher des «dazibao» pour critiquer son refus de participer au travail manuel comme simple ouvrier. Ou alors j'imagine l'atelier où, avec des caméras de travail, on donnerait des sketches sur notre vie. Ça serait comme un rayon de soleil dans l'usine. Bon sang, ça fait réfléchir, tout ce qu'on voit et qui est possible, avec la dictature du prolétariat.

Pour moi, l'usine de générateurs, c'est l'image vivante du pouvoir de la classe ouvrière dirigée par un authentique parti communiste.

Mais ce pouvoir-là ne nous tombera pas du ciel. Il faut voir ces photos du passé qui montrent les souffrances du peuple chinois et le chemin parcouru.

Nous, nous sommes en route, mais le chemin sera encore long. Pour aller plus vite, il faut faire de la publicité à ces films. Ils expliquent mieux ce que nous voulons que des pages et des pages (et même des volumes).

D'ailleurs la bourgeoisie qui en a peur ne prend pas beaucoup de risques. Elle joue les libérales, les démocrates, mais sa liberté est formelle, on le voit : à 15 F la place, au Quartier Latin, seuls ceux qui connaissent déjà un peu la Chine pourront les voir. Quant à ceux qui auraient le plus intérêt à la voir, on les tient par ces mesures antidémocratiques sagement à l'écart.

FOOTBALL

Championnat du monde 78

REACTION IMPERIALISTE

La FIFA (Fédération internationale de football association) considère que le refus pour certaines équipes de participer à un tournoi pour des motifs politiques ou raciaux «n'est pas valable», a déclaré lundi soir le président du comité organisateur du Championnat du monde, M. Hermann Neuberger. En conséquence, a ajouté M. Neuberger, les pays asiatiques — ou tous autres — qui se refuseront à rencontrer «Israël» pour le compte des éliminatoires du Championnat du monde 1978 perdront leurs points.

M. Neuberger répondait ainsi, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion du comité, à une question sur la décision de la Confédération asiatique de football de ne pas autoriser ses membres à affronter l'État sioniste. Cette décision, a réitéré M. Neuberger, «n'a pas de valeur». Le président du comité organisateur a toutefois tenu à préciser que «jusqu'à présent le comité exécutif de la FIFA n'avait reçu aucune notification officielle de la Confédération asiatique de cette décision».

REIMS

Le Comité de Reims des Amitiés Franco-chinoises organise la projection de deux films chinois au Centre Saint-Exupéry, parc Léo-Lagrande à Reims :

Le mardi 13 avril, à 20 h 30

«TANZAM»

Le mardi 20 avril, à 20 h 30

«NOTRE ÉPOQUE DE FEU»

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

L'Humanité Rouge

document

Une menace sur l'Europe, le social-impérialisme russe(1)

L'URSS, un régime capitaliste, fasciste, impérialiste

Nombreux sont désormais, dans notre pays comme partout ailleurs, les travailleurs qui le reconnaissent : l'Union soviétique de Brejnev et compagnie n'est vraiment plus un pays socialiste ! Ce n'est pas le prolétariat soviétique qui dirige le pays, exerçant sa dictature sur les éléments réactionnaires et bourgeois, permettant la plus large démocratie pour l'immense majorité du peuple.

Dans la classe ouvrière des pays capitalistes développés l'URSS ne suscite plus, comme par le passé, espoir, enthousiasme et mobilisation. Dans les rangs mêmes du PCF, on préfère éviter le sujet et sa direction, pourtant toujours largement dépendante de ses maîtres de Moscou, se voit obligée de protester que «l'URSS ce n'est pas la France», que «il faut bien le reconnaître, il existe des "bavures"».

Dans le tiers monde, ce n'est plus vers l'URSS que se tournent les regards des peuples mobilisés dans la lutte contre l'impérialisme, ce n'est plus d'elle que l'on attend des enseignements précieux pour l'édification d'une économie indépendante, une aide internationaliste, généreuse, désintéressée.

Massive est aujourd'hui dans le monde la reconnaissance de ce que l'URSS n'est plus. Moins importante est sans doute actuellement la conscience de qu'elle est devenue. Pourtant ce phénomène aussi va grandissant qui conduit à reconnaître sa véritable nature. Si l'URSS n'est plus un pays socialiste, elle est bel et bien devenue un pays capitaliste où règne le profit ; si le prolétariat soviétique n'exerce plus sa dictature, c'est qu'une nouvelle bourgeoisie lui a confisqué le pouvoir et exerce contre lui sa propre dictature, une dictature de type fasciste, hitlérien, car elle hait et craint le peuple glorieux de la Révolution d'Octobre 17.

Le capitalisme monopoliste d'Etat restauré, l'URSS est devenu une puissance impérialiste, exploiteuse, agressive, expansionniste, une superpuissance de la même nature que son rival américain.

LA CLASSE OUVRIÈRE DÉPOSSÉDÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

Cette restauration du capitalisme trouve sa source dans la dégénérescence du parti du prolétariat : «Le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir». En URSS, les bureaucrates, les «apparatchiks» (hommes des appareils), les ingénieurs, techniciens, directeurs, intellectuels coupés du peuple, sont désormais la majorité absolue dans les organes d'Etat. Au Soviet suprême, le parlement russe, plus de 60 % des députés font partie de ces couches privilégiées qui gagnent 40 à 50 fois plus qu'un ouvrier.

Pour sauvegarder les apparences, la propriété étatique est toujours appelée en URSS «propriété socialiste», mais la nouvelle bourgeoisie soviétique utilise la production pour s'approprier la plus-value créée par la classe ouvrière. Celle-ci, de classe dirigeante autrefois, est désormais

devenue une simple force productive qui n'est même plus assurée de pouvoir vendre sa force de travail. Pour la seule année 1970, il y a eu en URSS près de 7 millions de licenciements ! Il y a en permanence plus de 10 % des ouvriers en quête d'un emploi.

Les gratifications copieuses qui vont aux dirigeants de l'appareil du parti, de l'Etat, de l'économie, ont créé une caste de nouveaux patrons qui vivent en exploitant le travail salarié. On est aux antipodes de l'en-



Prague 1968 : les chars russes contre le peuple de Tchécoslovaquie, 8 ans après ils y sont toujours.

seignement de Lénine qui indiquait, soulignant la nécessité et l'importance de la réduction des différences entre les salaires sous le socialisme : «en régime socialiste, les employés publics cessent d'être des «bureaucrates», des «fonctionnaires» dans la mesure où on abaisse leur salaire au niveau du salaire moyen de travailleurs». C'est la règle constamment appliquée en Chine et en Albanie socialistes où l'éventail moyen des salaires va de 1 à 3, différence que l'on s'efforce encore d'aplanir.

Le résultat de cette orientation capitaliste de la production, encore accentué par une militarisation sans précédent de l'économie, c'est une aggravation permanente des difficultés d'existence du peuple.

Il y a 25 ans l'Union soviétique était exportatrice de céréales. Aujourd'hui elle dépend des importations américaines et canadiennes. Le pain manque dans de nombreuses régions. La récolte de la betterave sucrière est tombée de 17 % en 1975. Au premier janvier 1976, l'élevage des porcs

était en baisse de 20 %, celui de la volaille de 11 %. Après le pain, les Soviétiques vont bientôt manquer de viande.

UNE NOUVELLE PRISON DES PEUPLES

La récente projection à la télévision française d'un film pris clandestinement dans la région de Riga, les déclarations du mathématicien Léonid Plioutch, ont mis en évidence l'horrible réalité de la répression politique en URSS où, comme dans l'Allemagne hitlérienne, camps de concentration et asiles psychiatriques sévissent à grande échelle.

Aujourd'hui, c'est contre le peuple que la répression s'exerce, qu'un nouveau fascisme, un social-fascisme, a été instauré.

et se taisaient. Si aujourd'hui enfin on entend leurs voix hypocrites c'est qu'ils ne peuvent vraiment plus faire autrement devant les témoignages irréfutables qui s'accumulent au vu et au su de tous.

UN EXPLOITEUR CUPIDE ET FÉROCE DES PEUPLES, UNE SUPERPUISSANCE QUI VEUT DOMINER LE MONDE

En fait, de par le monde, de plus en plus de peuples savent à quoi s'en tenir en ce qui concerne les sentiments de «pure amitié» que l'URSS nourrit envers eux. Ce sont d'abord les peuples d'Europe de l'Est, enchaînés au char de Moscou, spoliés, asservis aux intérêts de cette grande puissance qui les colonise purement et simplement. En tout premier lieu le peuple tchécoslovaque occupé.

C'est le peuple indien, maintenu dans la misère et la famine par la domination soviétique qui étend ses tentacules sur toute l'économie. Le social-impérialisme russe y contrôle directement ou par le biais de «sociétés d'économie mixte» 30 % de l'acier, 60 % du pétrole, 60 % des équipements électriques, 85 % des machines lourdes !

L'économie indienne est à ce point exsangue qu'elle doit encore emprunter à l'URSS pour pouvoir lui rembourser le paiement de ses dettes.

C'est le peuple égyptien qui vient de rejeter avec colère les pressions et le sabotage des Soviétiques qui enragent de ne pouvoir lui imposer son carcan.

C'est le peuple cambodgien qui, au cours de cinq années d'une guerre de libération héroïque a pu mesurer la portée de l'amitié soviétique qui n'a cessé d'entretenir les meilleures relations avec le fantôme Lon Nol.

C'est le peuple palestinien qui voit se dresser contre sa lutte les soldats israéliens dépêchés par l'URSS.

C'est le peuple angolais déchiré, victime d'une cruelle guerre civile qu'elle a allumée et soigneusement entretenue, armée, à laquelle elle a participé directement par l'intermédiaire de ses conseillers et mercenaires.

Ce sont les peuples arabes, trahis dans leur lutte, qui voient leur pétrole acheté à vil prix, revendu aux pays occidentaux avec d'énormes bénéfices.

Et tant d'autres encore !

Mais, nous le savons, ce ne sont pas une ou deux superpuissances mais le tiers monde et les peuples de partout, le prolétariat de tous les pays, qui, osant lutter, sont vraiment puissants.

(à suivre)

(1) Parmi les plus connues : grèves en 1969 à Charkov, en 1970 à Vladimir, en 1971 à Kopeysk et Tseljabinsk, en septembre 72 à Dnepropetrovsk et Oneprodzetzjinsk, région d'industrie lourde au sud de l'Ukraine, en mai 1972 à l'usine de machines de Kiev, en février 1973 à Vitebsk, pendant l'hiver 73, sur les chantiers de construction de Moscou et Leningrad...